

*Initiatives parlementaires*

déposer un rapport il y a un mois, et je peux ajouter, qu'à peu près tout le monde s'y est rallié.

Ils en sont partisans. Mon Dieu, même Matthew Barrett, président de la Banque de Montréal, a déclaré: «Réduisons les taux d'intérêt, prenons ces centaines de millions de dollars et investissons-les dans des travaux d'infrastructure.» Il est inattendu qu'une personne comme lui fasse une telle déclaration. Nous lui rendons hommage ainsi qu'aux premiers ministres provinciaux, aux gouvernements provinciaux et aux plus de 1 200 municipalités dans tout le pays qui disent qu'il faut s'attaquer à ce problème. Le gouvernement semble être le seul à ne pas s'être rallié à notre point de vue.

La députée qui m'a précédé a parlé du déficit. Nous sommes en faveur de la réduction du déficit. Toutes les études exagèrent parfois, mais on peut réduire les résultats de moitié. On dit ceci: «Les recettes fiscales engendrées par ce projet de travaux publics limiteraient les répercussions sur la dette nationale accumulée à un peu plus de 400 millions de dollars sur cinq ans. En même temps, 63 000 emplois seraient créés chaque année du programme.» Ce serait de l'argent bien dépensé.

La Fédération canadienne des municipalités s'est engagée à appliquer sept principes fondamentaux, dont le premier —le député d'Ottawa—Vanier le sait, j'en suis sûr—est de veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à l'eau potable. C'est à cela qu'elle s'est attaquée en premier.

J'ai ici toute une série de coupures de presse et j'aimerais vous en citer quelques-unes. Paradise, en Terre-Neuve, est une ville de 4 000 habitants, située à dix minutes de distance de St. John's. Or, 20 p. 100 seulement des habitants ont l'eau courante et le tout-à-l'égout. La ville a demandé au gouvernement 8 millions de dollars pour assurer l'eau et le tout-à-l'égout à tous. Elle a obtenu 50 000 \$. C'est la même chose dans toute la province de Terre-Neuve, que ce soit à Pouch Cove, Portugal Cove, Bell Island, Paradise, Conception Bay South, Conception Harbour, Collier's et Maryvale. Les gens n'ont pas accès à l'eau potable.

Voyons ce qui se passe plus au nord, ce qui se passe d'un océan à l'autre. À Yellowknife, la dégradation massive ne se limite pas aux vieilles villes ou aux grandes. À la fin des années 40, le gouvernement fédéral avait aménagé à Yellowknife un système de tout-à-l'égout en métal ondulé, doublé de mousse aux fins d'isolation. Au début des années 80, des équipes d'ouvriers ont creusé jusqu'aux tuyaux. Il ne restait rien qu'un tube de mousse

gélatineuse à travers lequel coulaient encore les eaux usées.

C'est un autre point que nous devrions faire remarquer. Notre infrastructure date —du moins en grande partie—des années 40. La longévité d'une infrastructure est de 20 à 25 ans maximum. Or, ici, 50 ans plus tard, rien n'est remplacé. Les frais d'entretien excèdent de loin les coûts de remplacement. Selon certaines études, si nous n'entretiens pas l'infrastructure, cela risque de nous coûter dix fois plus cher.

À Halifax et à Dartmouth, les eaux brutes sont évacuées dans des égouts d'argile et de brique pour être déversées directement dans le port, et ce depuis un siècle. Winnipeg a besoin de 145 millions de dollars pour améliorer ses services d'entretien afin d'empêcher la dégradation de son système de tout-à-l'égout.

Ma propre ville a besoin de 15 millions par an pour l'entretien de son infrastructure. Elle a investi 5 millions de dollars. Elle ne peut rien faire de plus. Je pense que la plupart des municipalités sont dans la même situation. L'employeur le plus important de la ville ne peut pas payer ses impôts.

Comment un député peut-il avoir le toupet de dire que c'est aux villes de faire payer les usagers. Il faudrait que l'on instaure des frais pour tout, y compris l'eau, notre principale ressource. Peut-être ce gouvernement veut-il la vendre? Je me demande s'il va leur demander de faire payer les usagers, de faire payer aux Canadiens l'eau qui leur appartient. Monsieur le Président, je félicite le député d'Ottawa—Vanier pour cette importante motion. J'espère que le gouvernement en tiendra compte.

• (1940)

**M. Mac Harb (Ottawa—Centre):** Monsieur le Président, je veux d'abord féliciter mon collègue d'Ottawa—Vanier de sa motion. À mon avis, elle tombe à point nommé, d'autant plus que les Canadiens ont dit considérer comme prioritaires la santé et les questions qui s'y rattachent.

La motion concerne l'eau et sa qualité, mais je veux simplement ouvrir une parenthèse pour parler d'un groupe de travail que j'ai coprésidé avec ma collègue de Nepean. L'an dernier, avec l'aide de mon collègue d'Ottawa—Vanier et de nombreux autres collègues du caucus libéral, nous sommes allés partout au Canada rencontrer des gens qui oeuvrent au niveau municipal et qui suivent ce dossier de très près.

Je tiens à vous le dire. À notre retour, nous avons rédigé un rapport qui justifie clairement une aide fédéra-